



**Cellule marchés publics
Avenue Côte de Nacre
14033 CAEN Cedex 9**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
N°2025-0130 du septembre 2025**

Etabli en application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique

Objet : Opération Principale – Signalétique intérieure et extérieure

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	3
COTRAITANCE :	4
SOUS-TRAITANCE	4
REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	4
1.1 LISTE DES INTERVENANTS	5
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ.....	7
2.1 OBJET DU MARCHÉ	7
2.2 DIVISION EN LOTS	7
2.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES	7
ARTICLE 3 : RÉFÉRENCES AUX ARTICLES DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE EN APPLICATION DESQUELS LE MARCHÉ EST PASSÉ.....	7
ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 5 – DELAI D’EXECUTION –PENALITES.....	8
5.1. DELAI D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
5.2. PROLONGATION DU DELAI D’EXECUTION	9
5.3 PENALITES POUR RETARD :	9
5.4 PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION DU MARCHÉ (MESURES COERCITIVES).....	10
5.5 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	11
ARTICLE 6 – LIEU D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
ARTICLE 7 – PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX - PREPARATION DE CHANTIER.....	11
7.1 SYSTEME D’ECHANGE DES DONNEES INFORMATIQUE	11
7.2 PROJET DES ALIMENTATIONS DE CHANTIER	11
7.3 AUTRES DOCUMENTS FOURNIS AVANT, PENDANT ET APRES EXECUTION DES TRAVAUX	11
ARTICLE 8 – ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	12
ARTICLE 9 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	14
ARTICLE 10 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	14
ARTICLE 11 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 12 - PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION.....	14
12-1 CARACTERE DU PRIX	15
12-2 MODALITE DE VARIATION DES PRIX	15
ARTICLE 13 - CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT	15
ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	17
ARTICLE 15 – REGLEMENT DES COMPTES	17
15.1 AVANCE FORFAITAIRE	17
15.2 AUTRES AVANCES.....	17
ARTICLE 16 – DECOMPTES MENSUELS	17
16.1 PROJET DE DECOMPTE MENSUEL.....	17
16.2 ÉTABLISSEMENT DE L’ACOMPTE MENSUEL.....	18
16.3 PROJET DE DECOMPTE FINAL	18
16.4 DECOMPTE FINAL	18
ARTICLE 17 – REUNIONS DE CHANTIER	18
ARTICLE 18 – RECEPTION DES TRAVAUX.....	18

19.1	<i>DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION</i>	18
19.2	<i>RECEPTIONS PARTIELLES</i>	19
ARTICLE 19 – DELAI DE GARANTIE		19
ARTICLE 20 – ASSURANCES		19
ARTICLE 21 – MARCHES SIMILAIRES		19
ARTICLE 22 – RESILIATION DU MARCHE		19
22.1	<i>CAS DE RESILIATION</i>	19
22.2	<i>INDEMNITE DE RESILIATION ARTICLES 49 ET 50</i>	19
ARTICLE 23 – LITIGES		20
ARTICLE 24 – VERIFICATIONS RELATIVES A L’EMPLOI DE SALARIES		20
ARTICLE 25 - ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION		20
ARTICLE 26 – MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC		20
ARTICLE 28 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNEL		21
ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX		21

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES ET INTERVENANTS

Le Centre Hospitalier Universitaire de CAEN (CHU) est l'Acheteur, il est représenté par le Directeur de l'Etablissement.

Dans le cadre du projet la conduite d'opération sera assurée par la direction « reconstruction du CHU Caen » qui sera l'interlocuteur du titulaire.

Titulaire :

Dans le présent contrat le terme « Titulaire » désigne l'opérateur économique auquel est attribué le marché.

Cotraitance :

Conformément à l'article R2142-25 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / Travaux. Le dossier présenté par le titulaire en cours de marché pour l'agrément de ses sous-traitants doit être transmis au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis directement contre récépissé (+ copie au maître d'œuvre sur le Système d'Echange des Données Informatiques Kairnial). Il devra être préalablement déposé sur le logiciel Kairnial pour validation.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les articles R2193-3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Le Titulaire du marché est tenu de communiquer au CHU de Caen le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire du marché (article 50 du CCAG Travaux).

Nonobstant la possibilité pour le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre d'exclure du chantier un sous-traitant non agréé et la possibilité d'appliquer l'article 50 du CCAG - Travaux, toute présence sur le chantier de salariés d'un sous-traitant non-agréé entraîne l'application d'une pénalité telle que définie au 5.4 du présent document.

Redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.1 Liste des intervenants

Maitrise d'ouvrage :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Caen Normandie (CHU de Caen) est désigné ci-après le pouvoir adjudicateur, il est représenté par le directeur de l'établissement

Assistance générale à la maîtrise d'ouvrage :

OTEIS PARTNERS : mission d'assistance MOA générale (mandataire)
15 17 rue Raoul Nordling – 92270 BOIS COLOMBES

Avec **ETAMINE** : AMO HQE
10 avenue des Canuts - 69120 VAUX EN VELIN

Maître d'œuvre : le Maître d'œuvre est un groupement, dont le mandataire est :

AIA Architectes :
7 Boulevard de Chantenay - 44105 NANTES

Avec les cotraitants suivants :

DIAGRAM Architectes Urbanistes :
73 rue de Vergniaud – 75013 PARIS

INTEGRAL DESIGNERS (signalétique) :
5 rue Jules Vallès – 75011 PARIS

AIA Studio Environnement (HQE) :
23 rue de Cronstadt – 75015 PARIS

AIA Ingénierie (BET général) :
23 rue de Cronstadt – 75015 PARIS

AIA Management de projet (OPC) :
7 Boulevard de Chantenay - 44105 NANTES

Les missions du maître d'œuvre sont : mission de base + OPC + synthèse + Qualité environnementale + Géotechnique pour infrastructure + Signalétique et signalisation + micro-implantation.

Contrôle Technique :

Pour l'exécution des prestations, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un contrôleur technique :
Bureau VERITAS : 4 place de Boston - 14 200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

La mission confiée au titulaire comprend les missions suivantes, en référence au CCTG de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28/05/1999 ainsi que la norme NF. P 03-100 :

- Mission **L** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- Mission **P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission **PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission **SEI** relative à la sécurité des personnes dans les ERP
- Mission **Pha** relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- Mission **Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission **Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission **Brd** relative au transport des brancards dans les constructions
- Mission **F** relative au fonctionnement des installations
- Mission **PV** relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage.
- Mission **HYSA** relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions
- Mission **Av** relative à la stabilité des ouvrages avoisinants
- Mission **LE** relative à la solidité des existants
- Mission **DEM** relative à la solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants
- Mission **ENV** relative à l'environnement
- Mission **Vérification initiale des installations électriques** visée à l'article 53 du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988.
- Mission **Attestation de conformité accessibilité** en vue de l'obtention de l'attestation de conformité par la commission accessibilité.
- Mission **Attestation Règlementation Thermique**.
- Mission **DPE** relative au Diagnostic de Performance Energétique
- Mission vérification de la conformité de la **continuité radioélectrique**
- Mission **Vérification Complète des Protections Foudre**

Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé :

Pour l'exécution des prestations, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un coordonnateur SPS :

Bureau VERITAS : 4 place de Boston - 14 200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour l'opération de reconstruction du CHU CAEN est de **niveau I**.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

2.1 *Objet du marché*

Les marchés ont pour objet les travaux relatifs à la réalisation de la signalétique de l'Opération Principale dans le cadre de la reconstruction du CHU de Caen.

Cette Opération Principale comprend :

- La construction d'un bâtiment principal regroupant le Plateau Médico-Technique et les consultations (PMT) (surface environ 61 760m²)
- la construction d'un bâtiment hospitalisation (HEB) (surface environ 35 000m²)
- les aménagements extérieurs périphériques à ces bâtiments

Les marchés concernent la signalétique intérieure des bâtiments PMT et HEB, ainsi que la signalétique extérieure du site sur la zone de reconstruction.

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières définissent les stipulations techniques à respecter dans le cadre de la réalisation des travaux.

2.2 *Division en lots*

☐ Non ☒ Oui

Le marché comporte 2 lots, qui font chacun l'objet d'un marché :

Lot 1 : Signalétique extérieure Opération Principale

Lot 2 : Signalétique intérieure Opération Principale

2.3 *Décomposition en tranches*

☒ Non ☐ Oui

ARTICLE 3 : RÉFÉRENCES AUX ARTICLES DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE EN APPLICATION DESQUELS LE MARCHÉ EST PASSÉ

Le marché est passé par le CHU de Caen, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/TRAVAUX) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

- ☐ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (article L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)
- ☒ Marché à procédure adaptée (article L2123-1 du Code de la commande publique).

ARTICLE 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées dans la liste des pièces marché.
Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradictions ou de difficultés, dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après.

- L'acte d'engagement daté et signé (ATTRI) et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les échanges Questions/Réponses durant la consultation
- Le planning prévisionnel
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le cahier graphique
- Les plans de repérage des prestations
- Le PGC et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Communes de l'Opération Principale
- La note d'organisation de chantier de l'Opération Principale
- Le mémoire d'organisation du chantier
- La charte chantier à faibles nuisances
- La procédure de contrôle qualité
- La note DOE
- La Note SEDI
- Les éventuelles questions et réponses échangées avec l'entreprise lors de l'analyse des offres
- Le mémoire technique de l'entreprise
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Les pièces servant à la constitution de la candidature (DC1 et DC2),

Les documents suivants ont été transmis pour information lors de la consultation :

- Les CCTP des travaux de l'Opération Principale des lots Peinture/revêtements muraux, nettoyage livraison finale
- Les plans architectes phase DET
- Les plans faux-plafonds phase DET
- Les plans de finitions murales phase DET

Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées dans son offre, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION –PENALITES

5.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des prestations est détaillé sur le planning prévisionnel joint au marché.
La durée globale d'exécution des 2 lots signalétique est de 10 mois et 3 semaines, y compris la période de préparation de chantier de 1 mois. Ce délai d'exécution inclut également les Opérations Préalables à la Réception.

Ce délai d'exécution démarre à compter de la date fixée par l'Ordre de Service prescrivant de commencer la période de préparation. Les prestations à réaliser durant la période de préparation sont détaillées dans le planning prévisionnel du marché.

Le délai d'exécution des lots « signalétique » s'insère dans le délai d'ensemble des travaux de construction des bâtiments et aménagements extérieurs de l'Opération Principale. La date de démarrage des travaux indiqué au planning est prévisionnelle et sera donc confirmée en cours d'exécution.
La signalétique devra être opérationnelle pour la réception des travaux de l'Opération Principale.

Il sera donc établi un OS pour fixer la date de démarrage de l'exécution des travaux, conformément à l'article 18.1.1 du CCAG travaux.

Planning détaillé d'exécution

A) Le planning détaillé d'exécution est élaboré (à partir du planning prévisionnel du dossier marché) par le responsable de la mission d'Ordonnancement-Pilotage-coordination (OPC), après consultation du titulaire de chaque lot. :

L'entreprise soumettra à l'OPC un planning prévisionnel détaillé de ses interventions propres, au plus tard 1 mois après la date du 1er OS notifiant le démarrage du marché.

Après prise en compte et synthèse des informations reçues, par le responsable de mission OPC, dans la limite des délais enveloppes du planning marché de travaux, le planning détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du maître d'ouvrage, pour finalisation avant notification.

Le planning détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages objet des marchés. Il indique en outre la durée et la date probable de départ du délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

B) Au cours du chantier, le maître d'œuvre peut modifier le planning détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

5.2. Prolongation du délai d'exécution

Les stipulations de l'article 18.2 du CCAG - Travaux sont applicables.

A) Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de prolonger le délai du marché par avenant en cas de modification et prolongation du planning liées aux travaux de l'Opération Principale.

B) En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Pluie	supérieur à 15 mm entre 8h et 17h
Gel	Si inférieur à -4°C mesuré à 7H et si encore à 10H de +2°C
Vent au sol	plus de 60km/h pendant plus de 4h entre 7h et 18h
Neige	plus de 15mm mesuré à 8h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Base Météorologique de CAEN

L'entreprise estimant les conditions d'intempéries atteintes, contactera, en priorité par téléphone puis par messagerie électronique, le matin même du jour en question, la direction de chantier et informera également le Coordonnateur CSPS.

L'entreprise enverra le relevé météo correspondant dès sa parution, à la maîtrise d'œuvre. A la suite de quoi, la direction de chantier indiquera à l'entreprise, sa décision quant à la prolongation de délai correspondant. Seules les prestations liées directement au chemin critique du planning, seront prises en compte.

5.3 Pénalités pour retard :

En cas de retard des délais fixés, au planning d'exécution élaboré et éventuellement modifié et au présent document, le titulaire encourt, sur simple constat, sans mise en demeure, les pénalités ci-dessous définies, exprimées en jours calendaires. Elles seront appliquées sur proposition du maître d'œuvre :

- En cas de retard dans l'avancement des travaux, selon les dates jalon de fin de travaux des bâtiments et ouvrages indiqués au planning prévisionnel, constaté par l'OPC, il pourra être appliqué une pénalité par jour calendaire de retard, de 150 € HT.
- En cas de retard dans l'achèvement des travaux, il pourra être appliqué une pénalité de 200 €HT par jour calendaire de retard.

- En cas de retard dans la remise du DOE, il pourra être appliqué une pénalité par jour calendaire de retard, de 150 € HT.
- En cas de retard dans la remise de document ou un livrable, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par document prévu au CCTP ou au CCAP et par jour de retard constaté à l'expiration du délai contractuel pourra être appliquée (hors DOE qui ont des pénalités particulières indiquées ci-dessus)
- En cas de dépassement du délai porté sur le calendrier de remise des échantillons et prototypes diffusé lors de la préparation de chantier pour la fourniture des échantillons d'appareillage et de prototypes, l'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard, une pénalité de 100 € HT, sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure.
- En cas de retard dans les installations de chantier et leur repliement et remise en état des lieux, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard.
- En cas de retard dans le nettoyage du chantier et ses abords pour les salissures liées aux travaux, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard constaté, au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'œuvre.
- En cas de retard dans l'évacuation des déchets au-delà du délai fixé par le maître d'œuvre (minimum de 2 jours), le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard.
- En cas de retard dans la levée des réserves, non conformités et imperfections, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard.
- En cas de retard dans l'exécution d'un ordre de service, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard.
- En cas de retard dans la levée des désordres de parfait achèvement : 100 € HT par jour de retard et par désordre.
- En cas de retard dans les tâches du planning études, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard.

5.4 Pénalités pour mauvaise exécution du marché (mesures coercitives)

Sur simple constat du maître d'œuvre indiqué sur le compte rendu de chantier, sans mise en demeure, au cas où le titulaire n'exécuterait pas les travaux conformément aux termes du marché, il s'exposerait aux pénalités pour mauvaise exécution suivantes, exprimées en « forfait » ou jours « calendaires » (elles seront appliquées sur proposition du maître d'œuvre, de l'OPC ou du C SPS) :

- Non-respect d'une prescription du CSPS, du PGC ou du plan de prévention : une pénalité forfaitaire de 500 € par infraction,
- Non respect des règles d'hygiène et de sécurité: 500 € HT par infraction
- Pénalités pour salissures des voies publiques : 100€/jours ouvrables.
- Bruit excessif : 100 €/constat de non-respect de la réglementation,
- Dépôt de déchets en dehors des zones prescrites à cet effet : 100 €/infraction,
- non-respect des mesures et/ou actions correctives d'urgences demandées et notifiées par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre : 100 €/infraction,
- Par jour de présence et par salarié d'un sous-traitant non agréé : 100 €,
- Pour absence non justifiée à un rendez-vous de chantier : une pénalité forfaitaire de 100 €,
- Pour retard au rendez-vous de chantier :
 - < ½ heure : 50€
 - > ½ heure : 100€
- Pour inobservation de l'obligation de fermeture quotidienne du chantier : 100 € par infraction constatée
- Pénalité pour dégradations des espaces verts ou bâtiments du CHU : 100 € par constat.

- Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.
- Pénalité pour non-fourniture des attestations (assurances, sociales) et autres pièces administratives listées dans l'article 8.3.1 : 100 € par document si retard supérieur à 1 mois.
- Pénalité en cas de non-respect des obligations environnementales : 100€ HT par infraction

Les pénalités prévues aux articles 5.3 et 5.4 du présent document sont dues quel que soit leur montant, en dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux. Le montant maximum des pénalités sera de 5% du montant du marché, en dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG. L'application des pénalités sera effectuée selon les articles 19.2.4 et 19.2.5 du CCAG.

5.5 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Lorsque le titulaire n'exécute pas sa prestation dans les délais prévus et pour les quantités fixées au marché, ou bien encore n'exécute pas dans une qualité recevable, le CHU de Caen **pourvoit à ses besoins aux risques et frais dudit Titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 10 jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du CHU de Caen, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 6 – LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux s'exécutent sur le site du CHU de Caen, Avenue Côte de Nacre à 14000 CAEN

Les travaux seront réalisés à l'intérieur d'un chantier pour la signalétique intérieure et extérieure et également sur un site en exploitation pour une partie des prestations de la signalétique extérieure.

ARTICLE 7 – PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX - PREPARATION DE CHANTIER

7.1 Système d'Echange des Données Informatique

Un système d'échange des données informatique est mis en place pour cette l'opération. Cette plateforme (Kairnial) a été mise en place et est gérée par le Maître d'œuvre.

L'entreprise devra utiliser et respecter l'ensemble des exigences décrites dans la note SEDI.

Cette plateforme sera utilisée dans le cadre des études et des travaux. Ainsi, seront déposés tous les documents produits, qu'ils soient fonctionnels, techniques, administratifs, qu'ils soient établis par la Maîtrise d'œuvre, les entreprises, ou par d'autres intervenants. Tous les acteurs de l'opération auront accès au SEDI avec toutefois pour certains, des droits d'accès restreints à convenir avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

Une formation sera dispensée gratuitement à l'entreprise pour l'utilisation de cette plateforme. L'accès à la plateforme de SEDI étant effectuée à travers le réseau internet, les frais d'accès à internet, et les équipements informatiques permettant l'usage du SEDI sont à la charge de chaque entreprise utilisatrice.

7.2 Projet des alimentations de chantier

Le titulaire est dans l'obligation de consulter la maîtrise d'oeuvre pour planifier ses différentes interventions.

7.3 Autres documents fournis avant, pendant et après exécution des travaux

7.3.1. Dispositions générales

Le titulaire doit fournir au maître d'œuvre et au bureau de contrôle l'ensemble des documents prévus au CCTP. Ces documents sont établis par le titulaire et soumis, avec les études de détail, au visa du maître d'œuvre, maître d'ouvrage (pour les Bons A Tirer) et avis du bureau de contrôle pour certaines prestations, avant tout début d'exécution.

Ces derniers doivent informer le titulaire de leurs observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception. Le titulaire ne pourra exécuter les travaux sans validation du maître d'œuvre et avis du bureau de contrôle (pour les prestations le nécessitant), et devra prendre en compte l'ensemble de leurs observations éventuelles. Toute exécution n'ayant pas reçu l'approbation du Maître d'œuvre peut être refusée par celui-ci. Ainsi, le Maître d'œuvre pourra demander des modifications au titulaire sans supplément de prix, ni de délai.

L'ensemble des documents informatiques doit être exempt de tous virus connus le jour de leur transmission.

Le maître de l'ouvrage rappelle au titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants qu'ils ont l'obligation tous les 6 mois de lui adresser :

- Dans le cas où l'entreprise est établie ou domiciliée en France :
 - Une attestation sécurisée de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale
 - Un extrait Kbis ou carte d'identification justifiant de l'inscription au RM, devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les sous-traitants en cours d'inscription,
 - La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail, ainsi que la date d'embauche, la nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail,
 - Une attestation d'assurance (tous les ans seulement)
- Dans le cas où l'entreprise est établie ou domiciliée hors de France :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification (ou à défaut son identité et son adresse ou le cas échéant les coordonnées de son représentant fiscal en France)
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale de l'entreprise au regard des règles de droit communautaire ou international en matière de Sécurité Sociale,
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou document équivalent,
 - Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle,
 - Pour les sous-traitants en cours d'inscription, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription et attestant de la demande,
 - La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail, ainsi que la date d'embauche, la nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
 - Les attestations d'assurance (tous les ans seulement)

Dans le cas où l'entreprise a souscrit à une plateforme de diffusion des attestations légales, elle devra transmettre au maître d'œuvre et maître d'ouvrage les coordonnées de cette plateforme et un code d'accès, leurs permettant d'accéder sans frais à ces documents administratifs.

7.3.2 Documents à fournir en fin de travaux

Le titulaire devra fournir sous forme de dossier des ouvrages exécuté (DOE) validé par le Maître d'Œuvre, les documents listés dans la note DOE et SEDI.

La non remise du DOE complet et validé par la maîtrise d'œuvre constituera une réserve à la réception.

Le DOE complet devra être transmis au plus tard dans les 2 mois après la réception.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de non-respect du délai accordé il pourra être appliqué une pénalité pour retard (voir article 5.3 du présent document).

ARTICLE 8 – ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Le titulaire doit respecter toutes les mesures prévues par le plan général de coordination et le plan de prévention s'il y a. De même, il donne suite aux avis, observations ou mesures éventuelles, préconisées dans le cas d'un plan de prévention.

L'opération est de **niveau 1**.

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du C.I.S.S.C.T. ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise et répond à toutes les observations consignées dans le registre journal.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit :

- faire l'inspection commune avec le coordonnateur sécurité (CSPS)
- établir son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur et l'inspection commune faite avant démarrage des travaux. Le PPSPS devra être mis à jour selon besoins et notamment si les conditions d'intervention évoluent durant le chantier.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 21 jours avant le début des travaux

ARTICLE 9 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les éventuelles marques prescrites dans le C.C.T.P. le sont pour leurs performances, leur qualité et pour des raisons d'optimisation de la maintenance et d'uniformité du patrimoine du maître d'ouvrage. Tout matériel présentant des caractéristiques strictement équivalentes pourra être admis sous réserve de l'avoir précisé dans le mémoire technique et avec l'accord préalable du maître d'œuvre, à défaut de quoi, le matériel installé sera celui stipulé au descriptif au prix indiqué dans le marché.

ARTICLE 10 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G-Travaux du 31 mars 2021 et des fascicules du C.C.T.G concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le titulaire est tenu de prendre en compte l'ensemble des observations émises par le maître d'œuvre, le bureau de contrôle et le maître d'ouvrage concernant la qualité des ouvrages dans le cadre du respect du marché et des réglementations.

Le titulaire est tenu de présenter sur place, sur demande du maître d'œuvre, les échantillons de matériaux, de fournitures et appareils qu'il se propose d'utiliser. Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'œuvre. Le titulaire mettra à la disposition du Maître d'œuvre ou à son représentant, et le personnel nécessaire aux contrôles des prestations, aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'à la réception.

ARTICLE 11 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les essais et contrôles des ouvrages sont prévus par les fascicules du C.C.T.G., et le cas échéant précisés aux C.C.T.P.

Le titulaire est tenu de fournir tous les échantillons et d'effectuer les essais prévus au marché à ses frais.

Les essais complémentaires éventuels, demandés par le Maître d'Œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage s'ils sont favorables au titulaire et à la charge du titulaire si le résultat conduit à un refus de réception de la partie d'ouvrage.

ARTICLE 12 - PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Dans le cadre du présent marché, il est fait application des dispositions prévues à l'article R2112-6 du Code de la commande publique.

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des travaux, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Les prix tiennent compte également des dépenses d'installations de chantier et de celles liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et de garantie de bon fonctionnement. Concernant les mesures éventuelles concernant la COVID, les prix tiennent compte des équipements individuels nécessaires tels que les masques, ainsi que la fourniture du gel hydroalcoolique...selon les préconisations de l'OPPBTP en cours.

Les prix figurent aux cadres de DPGF ou sur tout autre document relatif à l'offre.

12-1 Caractère du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés **par le prix global et forfaitaire** indiqué dans l'Acte d'Engagement et détaillé dans le cadre de DPGF du titulaire.
L'annexe DC4 à l'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

Il est précisé qu'en cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres hors T.V.A. figurant dans l'Acte d'Engagement (A.E.), prévaudra sur toutes autres indications.

En conséquence, le titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

12-2 Modalité de variation des prix

Le prix du marché est révisable. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit **octobre 2025** ; ce mois est appelé « mois zéro » M0.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cr donné par la formule suivante :

$$Cr = 35,00\% + 65,00\% (In/Io)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cr : coefficient de révision,
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- In : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les index de référence choisis sont les suivants, publiés par le MONITEUR ou par l'INSEE (<http://services.lemoniteur.fr/indices-index>):

Lots 1 et 2 / Signalétique : BT46

Dans le cas d'une augmentation anormale des prix ou de rupture d'approvisionnement, une variation des prix impactés pourra être négociée avec la maîtrise d'ouvrage, en complément de la révision des prix ci-dessus. Ce cas fera l'objet d'une demande spécifique détaillée et étayée avec toutes les justifications nécessaires.

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 9 et suivants du CCAG-Travaux.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché public par voie dématérialisée (Aucun envoi papier ne doit être réalisé).

- Envoi dématérialisé :

Le titulaire doit utiliser le mode de transmission dématérialisé.

Il devra utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée Chorus Pro (CPP2017)

<https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisées devront être déposées obligatoirement sur Chorus Pro ; elles devront comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET identifiant le CHU de Caen en tant que destinataire : 261 400 931 000 18
- Le code service permettant de distinguer les différents services du CHU de Caen
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou acte d'engagement : « TRAV...+ »

Par ailleurs un logiciel de facturation dématérialisée (E-PROJECT de la société MEZZOTEAM) est mis en place par le maître d'ouvrage pour traitement, des situations de travaux et décomptes finaux, par le maître d'œuvre, l'AMO et le MOA sur ce logiciel. L'entreprises devront également déposer leur situation et remplir l'avancement des travaux, selon la DPGF mise en ligne pour chaque lot sur ce logiciel, en parallèle du dépôt de leur situation sur Chorus Pro. Un lien informatique sera établi entre Chorus Pro et E-PROJECT. (les frais de mise en place, de fonctionnement pendant la durée des travaux, d'abonnement, de formation et d'assistance sur ce logiciel sont pris en charge par la maîtrise d'ouvrage). L'entreprise assistera à une session de formation du logiciel (1 à 2 personnes maximum). Les modalités d'usage précises du logiciel E-PROJECT pour l'entreprise seront précisées en début de chantier.

Les factures afférentes au marché public sont établies avec les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ les nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ la prestation,
- ◆ le montant hors taxe des travaux exécutés,
- ◆ le prix des travaux et prestations accessoires,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des travaux exécutés,
- ◆ la date de facturation,

Les factures doivent faire apparaître l'état d'avancement des prestations, selon le cadre de décomposition de son marché (DPGF). Le DPGF devra être à adapter par l'entreprise selon la décomposition imposée par le logiciel E-Project au démarrage du chantier, pour le bon suivi des états d'avancement. Ce fichier DPGF devra être transmis 1 mois au maximum après la date du démarrage du chantier. En cas de retard, il sera appliqué une pénalité de retard pour non remise de document telle que définie à l'article 5.3.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au CHU de Caen une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le comptable assignataire chargé du paiement est la Trésorière Principale du CHU de Caen. »

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG / PI, le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché sera délivré au titulaire sur demande expresse adressée aux coordonnées suivantes : Direction des Ressources Matérielles – Cellule marchés publics Avenue Georges Clemenceau 14033 Caen Cedex 9 Tél. : 02.31.06.53.29. / Fax : 02.31.06.49.13.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG-Travaux.

Un module de gestion documentaire de ce logiciel E-PROJECT sera également utilisé pour une partie de la gestion administrative du chantier, et notamment pour les OS, Fiches de Travaux Modificatifs, devis, agrément des sous-traitants...

ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % du montant des travaux. Cette retenue de garantie sera restituée, si le titulaire du marché a rempli toutes ses obligations, dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Au cas où le CHU de Caen serait amené à prélever sur la retenue de garantie les sommes nécessaires aux pénalités, réparations diverses imputables au Titulaire du marché, ce dernier devra la reconstituer dans les 20 jours à défaut de quoi les acomptes et paiements divers seront suspendus.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande en application des articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

ARTICLE 15 – REGLEMENT DES COMPTES

15.1 Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire de 5% sera versée dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de cette avance s'effectuera conformément aux articles R2191-11 et R2191-12 du même code sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

Le remboursement de l'avance démarre lorsque le montant des travaux exécutés au titre du présent marché atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. En tout état de cause, il devra être terminé au maximum quand ces sommes atteindront 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance sera calculé selon la formule indiquée dans l'article R2191-7 du Code de la commande publique, selon le délai du marché.

15.2 Autres avances

Aucune autre avance n'est accordée au titulaire à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 16 – DECOMPTES MENSUELS

Conformément à l'article 12.2 du CCAG - Travaux, le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels au fur et à mesure de l'exécution du marché.

16.1 Projet de décompte mensuel

Le titulaire remet au maître d'œuvre son projet de décompte dans les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG – Travaux.

Le projet de décompte comportera les indications minimales ci-après :

- la date d'envoi du projet au maître d'œuvre,
- la désignation des parties contractantes,
- le rappel des coordonnées bancaires,

- les numéros et date du marché,
- l'intitulé du marché faisant l'objet de la demande de paiement,
- le numéro de la situation et le mois d'exécution des travaux correspondants,
- les prix indiqués au marché (exprimés en prix de base),
- le montant de la T.V.A.,
- le prix T.T.C.,
- le cas échéant, la référence de l'ordre de service,
- le cas échéant, les attestations de délégations de paiement pour les sous-traitants.
- le cas échéant, les montants d'auto-liquidation
- la décomposition des prestations (avancement en cumulé, antérieur, du mois)

LE TITULAIRE S'ENGAGE A RESPECTER LES INSTRUCTIONS PRESENTES EN CE QUI CONCERNE LA FACTURATION. À DÉFAUT, LES FACTURES SERONT IRRECEVABLES ET LUI SERONT RETOURNEES.

Les factures doivent faire apparaître l'état d'avancement des prestations.

16.2 Etablissement de l'acompte mensuel

Le maître d'œuvre établit l'état d'acompte dans les conditions prévues à l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

16.3 Projet de décompte final

Le projet de décompte final s'établit dans les conditions énoncées à l'article 12.3 du CCAG – Travaux.

16.4 Décompte final

Le projet de décompte final est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre ; il devient alors le décompte final. Le maître d'œuvre établit le décompte général à partir du décompte final de l'entrepreneur conformément à l'article 12.4.1 du CCAG - travaux.

ARTICLE 17 – REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier auront lieu sur place, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'Œuvre. Ces réunions comprennent la réunion de chantier hebdomadaire et ainsi que des réunions spécifiques ponctuelles organisées par le maître d'œuvre selon les besoins du chantier. Pour les rendez-vous de chantier où sa présence est requise, le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un technicien qualifié habilité à prendre des décisions financières et techniques engageant l'entreprise dans le cadre de son marché.

A défaut, le titulaire sera réputé absent et s'exposera à la pénalité prévue au 5.4 du présent document.

Les rendez-vous de chantier seront présidés par le Maître d'Œuvre qui en délivrera le compte-rendu. Le titulaire devra faire connaître, par écrit, dans les huit jours, les réserves qu'il pourrait formuler sur ce compte-rendu.

ARTICLE 18 – RECEPTION DES TRAVAUX

18.1 Dispositions applicables à la réception

Il sera procédé à la réception des travaux à leur achèvement ;
La réception des travaux sera organisée à la demande écrite du titulaire du marché.

En dérogation à l'article 41.6 du CCAG travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves motivées par des omissions ou imperfections, l'entrepreneur dispose d'un délai de 4 mois à partir de la date de réception notifiée à l'entreprise, pour exécuter les corrections ou compléments demandés. Toutefois, ce délai pourra être ramené à 2 mois voire 1 mois pour des locaux ou secteurs particuliers difficilement accessibles après aménagement et /ou mise en exploitation de l'établissement. Ces contraintes seront exprimées à l'entrepreneur lors des opérations préalables à la réception et figureront au procès-verbal de réception.

18.2 Réceptions partielles

Il n'est pas prévu à ce jour de réception partielle des ouvrages, mais le Maître d'Ouvrage se réserve cette possibilité en cas de besoin. Dans ce cas les éventuelles réceptions partielles d'ouvrages, parties d'ouvrages ou d'ensemble de prestations seront réalisées conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 19 – DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an pour l'ensemble des ouvrages, à compter de la réception finale des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Une procédure de gestion des désordres et défauts de parfait achèvement sera mise en place et suivi par le maître d'œuvre. Pour chaque sujet relevé, un niveau de criticité et un délai d'intervention seront définis. Les entreprises devront alors remédier aux désordres et défauts de parfait achèvement constatés par le maître d'ouvrage, dans un délai d'un mois maximum après information donnée au titulaire, sauf en cas de désordre majeur ayant une incidence sur le fonctionnement et l'exploitation du centre hospitalier, où le désordre devra être réglé sous 48h au plus tard.

En cas de retard sur la levée de ces désordres, une pénalité de 100.00€ HT par jour de retard calendaire sera appliquée.

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, les garanties biennales ou décennales indiquées au C.C.T.G. Travaux et celles dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil sont applicables s'agissant des ouvrages et des travaux réalisés.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur et les sous-traitants éventuellement désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux

ARTICLE 21 – MARCHES SIMILAIRES

En application de l'article L 2122.1 et R2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs nouveaux marchés publics négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour des travaux similaires à ceux du présent contrat.

ARTICLE 22 – RESILIATION DU MARCHE

22.1 Cas de résiliation

Le CHU de Caen pourra décider de procéder à la résiliation du marché, aux torts exclusifs du titulaire et sans qu'il ne puisse prétendre à une indemnité et sans mise en demeure préalable, dans les conditions suivantes :

- si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions des articles 21 et 25 du présent document,
- si la mauvaise exécution des travaux et prestations a été relevée, une mise en demeure préalable lui ayant été adressée par lettre recommandée avec avis de réception lui enjoignant de respecter ses obligations, dans un délai fixé par le CHU de Caen et l'informant de la possible résiliation du marché ou au cas où un nouveau manquement serait observé au cours du mois suivant.

22.2 Indemnité de résiliation articles 49 et 50

La résiliation prononcée aux torts du Titulaire (article 50.3 du CCAG Travaux), ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 50.1 (événements extérieurs au marché) du CCAG / Travaux, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée en application de l'article 50.2 du CCAG / Travaux ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant initial du marché hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises à la date de la résiliation, un pourcentage à hauteur de 5 %.

Le Titulaire devra en faire la demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

En outre, le Titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des travaux et prestations payés. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le Titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le CHU de Caen s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au Titulaire dans les conditions fixées à l'article du CCAG / Travaux, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU de Caen, verse au Titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, par le CHU de Caen, d'un nouveau marché ayant le même objet au Titulaire.

ARTICLE 23 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, non résolu de manière amiable, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Caen.

ARTICLE 24 – VERIFICATIONS RELATIVES A L'EMPLOI DE SALARIES

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 23 du présent CCAP.

ARTICLE 25 - ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION

Les personnels du Titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux du CHU de Caen sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché.

ARTICLE 26 – MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

En cas de modification du périmètre des travaux et prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique, des aléas, des modifications de besoins du maître d'ouvrage et des impératifs de ses tutelles, n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence, le CHU de Caen pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte ces évolutions.

Il en sera de même si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou

financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Il est précisé que les prestations du marché sont considérées être exécutées hors contraintes gouvernementales type COVID ou autre crise sanitaire éventuelle imprévisible qui seraient imposées aux entreprises, hors dispositifs décrits à l'article 13. Dans ce cas, les impacts calendaires, financiers et techniques engendrés par ces éventuelles contraintes seraient traités également par avenant selon le paragraphe ci-dessus.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de prolonger le délai du marché par avenant en cas de modification et prolongation du planning liées aux travaux de l'Opération Principale.

ARTICLE 27 : DROIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE-UTILISATION DES RESULTATS

Concernant les documents établis dans le cadre du présent marché, ils seront la propriété du CHU de Caen, et notamment tous les plans d'études et documents du DOE.

Ainsi, le titulaire du marché et ses sous-traitants concèdent au maître d'ouvrage les seuls droits cessibles légalement d'utilisation, de reproduction, de présentation et d'adaptation des prestations et des résultats du présent marché, même s'ils constituent des œuvres originales, pour la durée des études, de la construction et de l'exploitation de l'ensemble des ouvrages objet du marché et ce, à compter de la notification du marché.

ARTICLE 28 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX

Les dispositions du Cahier des Charges Administratives Générales (CCAG) relatives aux marchés de Travaux sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP),
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

CCAP	CCAG	Objet
Article 5.1	Article 28.1	Période de préparation
Articles 5.3 et 5.4	Article 19.2	Pénalités
Article 5.4	Article 52	Mesures coercitives
Article 5.5	Article 52.1	Mesures coercitives
Article 14	Article 4.2	Nantissement
Article 18.1	Article 41.6	Réception
Article 19	Article 44.1	Délai de garantie
Article 22.1	Article 49	Absence de mise en demeure avant résiliation